

Je ne puis certainement pas convenir avec mon honorable ami que la hausse des prix ait atteint jusqu'ici un point dangereux, si je puis me permettre d'employer une de ses expressions plutôt irritantes. Le ministère des Finances analyse continuellement et en profondeur l'état de l'économie, y compris la question des prix. J'ai reçu hier soir un très long mémoire à ce sujet, et je puis assurer à mon honorable ami et au chef de l'opposition que la situation est loin d'être aussi mauvaise qu'ils veulent bien le croire.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, puisque l'honorable représentant a jugé à propos de me mentionner, j'aimerais lui poser une question. A-t-il lu les commentaires de l'Association des manufacturiers canadiens et est-il en désaccord à leur sujet, comme il l'est sur les vues de M. Kierans?

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, j'ignore ce que sous-entend la fin de cette remarque, mais je suis en mesure d'assurer de nouveau à mon honorable ami que la situation a vraiment été excellente cette année et que les perspectives semblent très bonnes. Je discuterai volontiers la question avec lui s'il présente une motion à cette fin lorsque l'occasion s'en présentera, au moment où la Chambre sera saisie de la prochaine motion de subsides.

M. Jack McIntosh (Swift-Current-Maple-Creek): Je pose la question de privilège...

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, étant donné...

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député de Swift-Current-Maple-Creek a soulevé la question de privilège.

M. McIntosh: Monsieur l'Orateur, quand l'honorable député de Burnaby-Coquitlam s'est levé et a posé sa question, vous avez dit qu'elle devrait être inscrite au *Feuilleton*, mais vous avez permis au ministre de prendre la parole et de faire un discours interminable. Aujourd'hui, nous disposons de 30 minutes pour poser des questions; plusieurs députés de l'arrière-ban ont des questions à poser, et cela n'est pas juste pour eux.

M. l'Orateur: Je comprends très bien le but de l'interruption. C'est précisément à cause du manque de temps pendant cette demi-heure que j'ai proposé qu'on fasse inscrire cette question au *Feuilleton*. Mais c'est peut-être la chaleur qui nous retarde, et nous allons maintenant tenter d'avancer plus rapidement.

[L'hon. M. Gordon.]

L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, une question complémentaire, qui s'adresse au ministre des Finances. Le ministre a indiqué qu'il avait reçu de ses fonctionnaires un mémoire sur la hausse de l'indice des prix au consommateur. Peut-il dire si le mémoire indique que nous devons nous attendre à d'autres hausses des prix, ou prévoit-il lui-même d'autres hausses semblables?

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, nous pourrions peut-être réserver cette question jusqu'à ce que nous ayons l'occasion de discuter le sujet. (*Exclamations*)

(*Plus tard*)

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'entendais poser cette question supplémentaire au ministre des Finances à la suite d'une question sur le coût de la vie. Mais, comme il lui est déjà arrivé de répondre au député de Burnaby-Coquitlam que la hausse du coût de la vie n'importe aucunement à l'homme ordinaire, peut-il me dire s'il demeure du même avis, alors que la dernière augmentation a plus que contrebalancé le dégrèvement d'impôt?

L'hon. M. Gordon: Monsieur, je n'ai jamais dit une chose pareille.

M. MacInnis: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur.

Des voix: Règlement!

M. MacInnis: A une autre occasion, je ne manquerai pas, hansard en main, de démontrer que le ministre des Finances a bel et bien fait une telle déclaration.

L'hon. M. Gordon: Allez-y! Rien ne vous en empêche.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AUGMENTATION DES FONDS CONSACRÉS À L'AIDE EXTÉRIEURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme le ministre a déclaré hier à l'Association des manufacturiers canadiens que le Canada affecte beaucoup moins d'argent à l'aide extérieure que d'autres grands pays et que ces déboursées devraient être le double au moins, pour atteindre environ 1 p. 100 de notre produit national brut, le ministre nous dirait-il s'il annonçait la politique du gouver-